L'Etat d'Alabama a engagé un juriste et un savant, chargés de démontrer la supériorité intellectuelle des Blancs

MONTGOMERY (Alabama). — Le « Montgomery Advertiser » annonce que l'Etat d'Alabama a engagé un juriste et un savant pour mettre au point une étude destinée à démontrer que les gens de race blanche sont intellectuellement supérieurs aux Noirs.

Le journal précise que le juriste, M. Ralph Smith, a été engagé par M. John Patterson, gouverneur de l'Alabama, pour traiter du litige relatif aux questions raciales. En février dernier, il entra en rapport avec le docteur Wesley Criz George, un membre en retraite de la Faculté de médecine de l'université de la Caroline du Nord, afin d'étudier les différences anthropologiques entre les races.

Le journal rapporte que M. Smith aurait dit : « Le gouverneur Patterson et moi-même comptons explorer toutes les voies possibles, dans nos efforts pour préserver la ségrégation raciale. » (Reuter.)

— Un paquet de gauloises, une vignette, du papier, une enveloppe et un timbre à 0 NF 25 pour envoyer une lettre d'engueulade au ministre...

LES SEVICES CONTRE LES ALGERIENS

LE CONSEIL DE L'ORDRE DES AVOCATS APPORTE UN DÉMENTI A MM. FREY ET PAPON

Il y a quelques jours, à la tribune de l'Assemblée nationale, M. Frey prétendait qu'il n'avait pas « le début du commencement d'une ombre de preuve » que des brutalités aient été commises contre les Algériens.

Le Conseil de l'Ordre des avocats du barreau de Paris a publié hier un texte qui apporte une contradiction formelle au ministre et à son préfet Papon.

Il contient en effet une « protestation véhémente » contre la répression policière exercée à l'égard des Algériens et exprimée en ces termes :

« Le Conseil de l'Ordre des avocats du barreau de Paris,

« Considérant que des informations officielles ou des témoignages concordant ont porté à sa connaissance des faits qui constituent de graves violations des principes essentiels qu'il a le devoir de défendre, et d'intolérables atteintes à la dignité de la personne humaine ;

« Considérant d'une part que des mesures de rigueur ont été prises à l'encontre de toute la population musulmane de Paris et de sa banlieue, que ces mesures ne sauraient être admises dans un pays qui s'honore d'ignorer de telles discriminations raciales ;

« Considérant qu'il résulte en outre de tous les éléments d'information recueillis que lors de la récente manifestation des Musulmans à Paris les manifestants arrêtés ont été traités d'une manière qui viole les notions élémentaires de l'humanité. »

Le Conseil de l'Ordre proteste d'autre part contre les sévices dont auraient été l'objet « certains détenus de la prison de la Santé en état d'arrestation préventive ».

LE TEMPS

EN FRANCE. — La zone pluvieuse qui abordait hier matin la Manche continuera à progresser vers le Sud-Est et intéressera les régions de la Bourgogne au Rhin, au Jura et aux Alpes. Elle sera suivie d'un temps variable avec averses éparses et belles éclaircies.

Au Sud de la Loire, après dissipation de nombreux brouillards, le temps sera assez beau.

RÉGION PARISIENNE. — Variable nuageux avec de rares averses suivies d'éclaircies assez belles.

Graves incidents à Relizane

5 morts, 19 blessés

ORAN. — De graves incidents ont éclaté hier après-midi à Relizane, dans la région de Mostaganem, faisant 5 morts et 19 blessés.

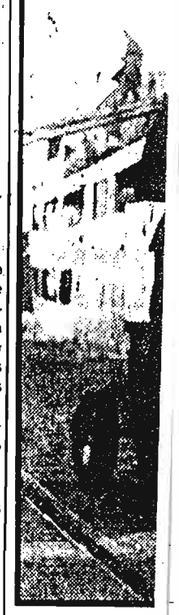
Nouvelles manifestations PRO-F.L.N. EN ALGÉRIE

à l'occasion des obsèques des victimes du 1er Novembre

(Voir nos informations en page 2.)

"une" du 3 novembre 1961.

DEU



Un maître M. Take Lilli pris de faire l Parti le 30 traversé l'All lande, le Li Belgique. Le v il se rendra, Italie.

M. Lilliens avec lui sa une cabine q Saint-Bernard, maître et chi semble. Ça l'intérieur...

Tempê en Inde

LA NOUVE tempête de g le district de de Madhya P sonnes ont pé maux, annon indienne.

NOUVELLES MANIFESTATIONS PRO-FLN en ALGÉRIE à l'occasion des obsèques des victimes du 1er novembre

DE nouvelles manifestations pour l'indépendance de l'Algérie et la négociation immédiate se sont déroulées dans diverses villes d'Algérie, notamment à Sétif, Bône, Bougie et Batna, mais surtout au Khroubs et Aïn-Beïda. Dans ces deux villes, des cortèges ont brandi des drapeaux algériens, le service d'ordre est intervenu et un couvre-feu sévère a été décrété, tandis que les commerçants observent un mot d'ordre de grève en signe de deuil.

Une grève du même genre a été observée à Alger, dans la Casbah, où quelques manifestations ont eu lieu à l'occasion des obsèques de victimes de la répression d'hier, et à Blida où des incidents ont éclaté lorsque des gendarmes ont arraché un drapeau brandi par un manifestant en tête d'un cortège. A Tébessa, des bagarres ont éclaté lorsque un cortège algérien a réclamé la libération des manifestants arrêtés hier.

Puissantes manifestations à Constantine

« A Constantine, répondant à un mot d'ordre du FLN, câble le correspondant de l'AFP, les Musulmans — entre 4 à 5.000 — se sont rendus en foule, au cours de la matinée, au cimetière musulman du Koudiat pour célébrer la mémoire de ceux qui sont morts pour l'indépendance du l'Algérie — les « chaoudiers ».

» Ces cortèges, où la proportion des femmes était énorme, ont traversé les quartiers européens du centre de la ville européenne et du Koudiat sans incident.

» Après ce défilé, une certaine agitation a persisté dans le cimetière musulman de Constantine. Aux 4 à 5.000 femmes qui, le matin, avaient envahi la nécropole, ont succédé, l'après-midi, en nombre à peu près équivalent, des hommes, accompagnés de jeunes garçons et de quelques jeunes filles vêtues de vert et blanc.

» Les discours de propagande nationaliste ont alterné avec des cris et des applaudissements jusqu'à 14 h. 45, heure à laquelle la foule s'est retirée du cimetière après avoir récité une prière commune. Les CRS postés aux alentours et dans les rues avoisinantes ont tronçonné les groupes de Musulmans et les ont dispersés dans diverses artères pour éviter tout rassemblement. A 15 h. 30, le cimetière était pratiquement vide. Seul un drapeau vert et blanc sommairement confectionné flottait au haut d'un cyprès. »

Sur le plan militaire, les autorités signalent des engagements près d'Hammam-Ben-Hadjar, à 40 km au sud d'Oran, et près de Soirea, dans la région de Sidi-Bel-Abbes. Une automobile est tombée dans une embuscade entre Bougie et un gendarme et son fils ont été blessés. Les explosions au plastic ont repris dans l'agglomération algéroise, notamment à Belcourt, un Européen a été blessé dans un attentat à Oran, et une douzaine de fermes ont été incendiées entre Tiaret et Trezel. Dans le cadre de l'action contre l'OAS, des recherches pour tenter de retrouver Jouhaud ont été entreprises dans le secteur de Bousfer, la petite ville natale de l'ex-général.

Le président du Mali écrit à De Gaulle et à Ben Khedda

M. Modibo Keita, chef de l'Etat du Mali et secrétaire général de l'Union soudanaise — parti gouvernemental — a adressé une lettre au président de la seizième session des Nations Unies pour lui demander que l'Assemblée examine le problème algérien, ainsi que deux messages, l'un au général De Gaulle pour le prier de « mettre fin à la guerre d'Algérie », l'autre à M. Ben Khedda, président du GPRA, pour lui annoncer que le Mali avait fait du 1er novembre une journée de solidarité à l'égard du nationalisme algérien.

A Bamako, des manifestants ont défilé en cortège devant l'ambassade de France, hier après-midi, à l'issue d'un meeting organisé par les mouvements de jeunesse et les syndicats maliens à l'occasion du septième anniversaire du début de la rébellion algérienne. Cette manifestation s'est déroulée dans le calme. Les manifestants brandissaient des pancartes qui réclamaient la libération de Ben Bella et de ses compagnons, et clamaient des slogans favorables à l'insurrection algérienne.

A Accra, le président du Ghana, M. N'Krumah, a également adressé un message au GPRA.

A Tunis, après les meetings tenus hier, d'une part par les étudiants et d'autre part par les organisations nationales (c'est au cours de ce meeting que M. Ben Khedda a pris la parole, non pas devant 6.000 personnes, comme une erreur typographique nous l'a fait dire hier, mais devant 60.000 personnes), l'Assemblée nationale a voté une motion qui dénonce notamment « les crimes racistes perpétrés contre les patriotes algériens » et affirme sa solidarité avec le peuple algérien et le gouvernement provisoire de la République algérienne.

Cependant, ces démonstrations de solidarité envers l'Algérie combattante, qui ont été particulièrement importantes cette année, à l'occasion du 1er novembre, ne se sont pas déroulées seulement dans les pays du Tiers-Monde et les pays socialistes, mais dans un certain nombre de pays occidentaux. Des manifestations se sont déroulées notamment à Amsterdam, à Oslo et dans différentes villes de l'Allemagne occidentale (où la publication, par l'agence DPA, d'un appel du GPRA demandant au gouvernement de Bonn de modifier son attitude dans l'affaire algérienne, la provoqué certains remous dans les milieux politiques).

Alors que la FSM avait immédiatement répondu à l'appel à la solidarité syndicale internationale lancé par la centrale algérienne de l'UGTA, le comité exécutif de la CISL a voté une résolution exprimant l'espoir qu'un accord entre le gouvernement français et le gouvernement provisoire de la République algérienne sera conclu, permettant, grâce à la libre détermination, la reconnaissance, sans équivoque et dans le respect de son intégrité territoriale, de l'indépendance de l'Algérie.

Aux USA, les observateurs ont particulièrement noté, d'une part, une déclaration du secrétaire d'Etat aux Affaires africaines, M. Williams, assez favorable au GPRA, et, d'autre part, deux articles publiés, l'un par le « New York Times », et l'autre, par le « New York Herald Tribune », et admettant l'inéluctabilité de l'indépendance algérienne.

L'ancien observateur du GPRA à Londres, M. Kellou, devenu chef de la mission diplomatique algérienne au Pakistan, est arrivé à Karachi, tandis que M. Taleb Boulharouf est arrivé à Rome, se rendant en Suisse.

Bagarres au Maroc entre manifestants pro-algériens et police royale Un mort à Meknès

Malgré l'interdiction gouvernementale de toute manifestation pro-algérienne autre que la manifestation officielle de Fès, en présence du roi Hassan II, l'opposition de gauche a organisé, à Casablanca, deux manifestations qui ont groupé plusieurs milliers de personnes, l'une près du lycée de garçons, l'autre sur le stade de Sidi-Marouf. Dans les deux cas, et également à Rabat, des heurts assez violents se sont produits entre manifestants et service d'ordre.

A Meknès, des bagarres du même genre, entre la police et des manifestants de gauche, ont fait un mort et dix-sept blessés dont deux grièvement.

ILS EN ONT AUSSI...

Ce ne sont pas des hommes de M. Papon mais des policiers d'Amsterdam qui traitent sans ménagements de jeunes manifestants de gauche qui réclamaient, eux aussi, la paix en Algérie.

Un Algérien « kidnappé » par la police à l'hôpital de Nanterre

Blessé par des agents au cours d'une ráfle, un Algérien de Nanterre a été enlevé par la police de l'hôpital où on le soignait.

Abdel Gahoni Kalache, dont on ignore encore l'âge et la profession, avait été « perquisitionné » à son domicile, 15, rue de Lens, à Nanterre, au cours de la répression qui suivit les manifestations algériennes du 17 octobre.

Les policiers avaient tiré sur lui alors qu'il tentait de se cacher. L'Algérien avait été transporté à l'hôpital de Nanterre.

C'est à son lit qu'un inspecteur du commissariat de Puteaux l'avait interrogé, samedi. Lundi encore, le blessé se trouvait là à l'heure des visites.

Après les visites, il était emmené par la police « pour une destination inconnue ». L'avocat de l'Algérien, Me Kaldor, a déposé une plainte.

C'est la troisième disparition de ce genre qu'on signale à l'hôpital de Nanterre.

Encore un Algérien disparu

Me Angeline Dominique a saisi la commission de sauvegarde de la disparition d'un Algérien, Mohamed Reffas qui n'a pas reparu à son domicile depuis le 14 octobre et dont la femme n'a pu avoir depuis cette date aucune nouvelle.

PAPON :

« C'est parce que les meneurs sont gardés à vue qu'il n'y a pas eu de manifestations algériennes

Dans un communiqué publié hier soir, la Préfecture de police avançait l'hypothèse que s'il n'y a pas eu de manifestations dans la capitale c'est que l'absence de 2.500 meneurs ou responsables du FLN qui, appréhendés les 17 et 18 octobre, sont toujours gardés à vue.

Mais peut-être les déploiements de forces policières autour des bidonvilles de la région parisienne et l'interdiction de fait d'en sortir imposée aux Nord-Africains ce jour-là y sont-ils aussi pour quelque chose ?

Nouvelles protestations contre les brutalités policières et demandes de sanctions

De nouvelles protestations contre les brutalités policières à l'égard des Algériens et les mesures qui les frappent nous sont parvenues. Citons notamment celle du comité anticolonialiste — qui groupe l'Association des étudiants musulmans nord-africains, l'Union générale des étudiants de Tunisie, l'Union nationale des étudiants du Maroc, la Fédération des étudiants d'Afrique noire en France, l'Association générale des étudiants de la Martinique, Guyane, Antilles, le Cartel des écoles normales supérieures, l'Association générale des prépas littéraires et artistiques, les Etudiants communistes et les Etudiants du P.S.U. — celles de l'Union des engagés volontaires et anciens combattants juifs, de 32 professeurs du lycée Jules-Ferry, le télégramme adressé au président de la République par un groupe d'employés travaillant au bâtiment universitaire, 41, rue Gay-Lussac, 56 fonctionnaires (sur 82) de l'annexe du lycée Charlemagne, le personnel du lycée Cassini, à Clermont (Oise) demandent « des sanctions contre les coupables...

« Alerter l'opinion... »

L'assemblée générale du personnel du collège d'enseignement technique du 26, rue du Nord, d'Argenteuil (S.-et-O.) « adjurent les organisations syndicales de mettre en œuvre tous les moyens dont elles disposent dans la conjoncture actuelle pour alerter l'opinion, lui faire prendre conscience de la responsabilité qu'elle assume en permettant, par son indifférence, que soient commis lournellement des crimes contre l'homme et, enfin, la préparer à se dresser contre la menace fasciste ».

● **La section impression-typo du Syndicat du livre s'élève contre les brutalités dont sont victimes les Algériens, demande que les mesures qui les frappent soient levées, et que « le gouvernement s'engage résolument dans la voie de la négociation ».**

● **LES DETENUS ANTICOLONIALISTES FRANÇAIS appellent à des actions nombreuses pour « en finir avec la guerre d'Algérie par une négociation sérieuse avec le G.P.R.A. » et à la solidarité avec les détenus algériens qui font actuellement la grève de la faim.**

AU CONGRES DE LA F.E.N.

Vives controverses sur l'orientation syndicale

LE congrès de la Fédération de l'Education nationale achèvera ses travaux ce soir, à la Mutualité. Il n'y a eu hier qu'une séance plénière, le matin : elle a été consacrée essentiellement au débat sur « l'orientation syndicale » ; ce débat fut une sorte de digest de celui qui, la veille, s'était instauré à partir du rapport d'activité.

Trois motions étaient en présence : celle des majoritaires, c'est-à-dire de l'équipe dirigeante ; celle des Bouches-du-Rhône, des Hautes-Alpes, de l'Ardèche, de la Marne, de la Seine-et-Oise (tendance ex-cégétiste) ; celle, enfin, de la tendance « Ecole émancipée. La motion des dirigeants a été adoptée finalement par 6.409 mandats contre 2.856 à celle dite ex-cégétiste et 600 à celle de « l'Ecole émancipée » ; il y a eu 402 abstentions et 97 refus de vote.

On a vu s'affronter une fois de plus, et avec une certaine vigueur, les majoritaires et les ex-cégétistes ; les premiers s'estimant « insultés » dans la mesure où des critiques ont été, comme d'habitude, formulées contre leurs positions et leur action.

M. Berge, qui défendait la motion ex-cégétiste, avait insisté sur le fait que, dans une organisation syndicale, « il est normal que puissent s'exprimer différents courants de pensée » et reproché à la direction de vouloir paralyser le fonctionnement démocratique de certaines sections : « Est-il normal, demanda-t-il d'autre part, qu'une organisation comme la nôtre ait un bureau où les minoritaires ne sont plus représentés ? »

Enfin, M. Berge critiqua les positions prises par les majoritaires sur l'Algérie (avec le principe de la « table ronde »), sur l'unité syndicale, sur la lutte revendicative, sur l'action laïque (d'une façon générale, il reprocha aux dirigeants de freiner cette action).

M. Denis Forestier lui répliqua avec violence : « L'accusation portée contre nous est extrêmement grave, dit-il ; ce n'est plus le gouvernement gaulliste qu'on attaque, c'est nous ! ». L' « argument » qui visait d'ailleurs plus, visiblement, à un effet de séance qu'à une démonstration rationnelle a surpris, mais on n'en était plus à des considérations de logique et la majorité communia avec M. Forestier dans l'indignation sentimentale.

Surtout, M. Forestier, comme il le fait de plus en plus volontiers au cours des congrès, soit du S.N.I., soit de la F.E.N., se référa à des problèmes assez éloignés. Il faut bien le dire, de l'ordre du jour : la destalinisation, le complot des blouses blanches, les essais nucléaires de l'U.R.S.S., etc. M. Lauré, secrétaire général de la F.E.N., se fit un plaisir de lui faire écho.

Aujourd'hui, seront présentés divers rapports, en particulier celui qui concerne l'Algérie et celui qui porte sur la défense laïque.

● **Dans un discours prononcé devant le Parlement à l'occasion du 31e anniversaire de son couronnement, l'empereur Hailé Sélassié a déclaré que l'Ethiopie se refusait catégoriquement à adhérer à l'un ou l'autre bloc et qu'elle voulait garder une entière liberté d'action.**

● **La Banque d'Angleterre a abaissé hier (pour la deuxième fois en l'espace d'un mois), son taux d'escompte qui, après avoir été ramené de 7 à 6 1/2 %, le 5 octobre, est réduit à 6 %. Néanmoins, le régime « d'austérité » institué à la fin de juillet, pour écarter la crise économique, reste intégralement en vigueur.**

LA VIE SOCIALE

9 et 10 novembre

Journées d'action des fonctionnaires parisiens

Les fonctionnaires parisiens effectueront les 9 et 10 novembre deux « journées revendicatives », à l'appel des syndicats C.G.T. de la fonction publique.

Ces actions, dont les modalités ne sont pas précisées, parce qu'elles seront arrêtées localement, coïncideront avec la fin des débats budgétaires et surtout l'entrevue prévue entre le gouvernement et les fédérations C.G.T., C.F.T.C. et F.E.N. des fonctionnaires. Ces « journées » auront trois thèmes revendicatifs :

— ouverture de crédits supplémentaires pour 1961 et nouveaux pour 1962 ;

— réparation des « injustices indiciaires » dont sont victimes depuis 1957 les agents des petites catégories (C et D) ;

— satisfaction des revendications immédiates de ces catégories et titularisation des auxiliaires.

● **Lock-out aux établissements Tixier, à Charlieu (Loire). — Surprise, hier matin, pour les 300 employés des établissements Tixier, à Charlieu (Loire), lorsqu'ils se présentèrent à l'heure d'ouverture de ces usines de moulages plastiques. Les portes étaient fermées et un avis de lock-out, pour une durée indéterminée, était affiché. La raison de ce lock-out ? Une demande remontant à mardi et déposée à l'unanimité du personnel pour une modification des horaires de travail. Cette demande avait été appuyée par deux grèves d'une heure.**

● **Nouveaux débrayages à St-Etienne. — Les traminots et certaines entreprises métallurgiques de Saint-Etienne, comme Manufrance et La Mas, ont repris hier les grèves tournantes à plus de 96 % des travailleurs pour faire aboutir leurs revendications salariales.**

STRAUSS (ministre de la Guerre de Bon propose un ancien S.A comme chef de la diplomati de l'Allemagne de l'Oue

Après le retrait de M. von Brentano de son poste de ministre des Affaires étrangères, après le refus par M. Walter Hallstein de quitter la commission du Marché commun, la voie était déblayée pour un accord entre les libéraux du F.D.P. et les chrétiens-démocrates du chancelier Adenauer pour la constitution d'un gouvernement de coalition.

C'est ce qu'a annoncé hier M. Erich Mende, le dirigeant du F.D.P., hier en déclarant : « Nous sommes parvenus dans une large mesure à un accord. »

Les dirigeants des deux partis devaient ensuite consulter les membres de leurs groupes parlementaires pour obtenir la ratification de cet accord et déterminer les personnalités chargées de former le nouveau gouvernement de coalition.

Dès la fin de l'après-midi, le groupe chrétien-démocrate avait fini par découvrir le successeur « idéal » pour M. von Brentano. C'est M. Strauss, le ministre de la Défense, qui, trouvan l'heure n'était pas encore venue, avait déc poste, qui annonça que le groupe parleme s'était mis d'accord sur la personne de h rhard Schroeder.

On pouvait difficilement choisir personn apte à soutenir sur le plan diplomatique l revanchards et militaristes de M. Stra M. Schroeder est en effet un ancien dig des sections d'assaut hitlériennes, les S.A.

Comme dit M. Strauss, il ne reste plu quelques questions de détail à régler...

Selon des indications fournies par M. Josef Strauss, les portefeuilles du nouve vernement fédéral se répartiront comme neuf ministères aux chrétiens-démocrates tro aux chrétiens-sociaux bavarois (pa M. Strauss, branche bavaroise de la C.D. cinq aux libéraux-démocrates.

Le président Kekkonen :

« La note soviétique n'introduit pas de principes nouveaux dans les rapports de la Finlande avec l'U.R.S.S. »

LOS ANGELES. — La proposition soviétique tendant à l'ouverture de consultations au sujet des menaces d'agression que fait peser l'Allemagne occidentale (notamment depuis la nomination d'un amiral allemand à la tête des forces navales de l'O.T.A.N. dans la Baltique), « n'introduit pas de principes nouveaux dans nos rapports avec Moscou », a déclaré le président Kekkonen de Finlande à un dîner offert par le Conseil des Affaires mondiales de Los Angeles.

Le président Kekkonen a rappelé les fondements du traité d'amitié et d'assistance mutuelle conclu en 1948 entre l'U.R.S.S. et la Finlande. « L'essence de ce traité, a-t-il dit, est que la Finlande ne deviendra pas le point de départ d'une agression contre l'Union Soviétique. Selon les clauses du traité, les gouvernements de la Finlande et de l'Union Soviétique se consulteront dans les cas où tous deux estimeront qu'une menace d'agression militaire existe du côté de l'Allemagne ou des pays alliés à l'Allemagne, menace dirigée contre la Finlande ou contre l'Union Soviétique par le territoire finlandais ».

Le président a conclu : « L'obligation de la Finlande est de défendre son territoire et seulement son territoire. C'est le devoir évident de tout Etat souverain... La confiance d'une grande puissance qui est notre voisine (l'U.R.S.S.) est particulièrement importante pour nous. Nous avons dû convaincre l'Union Soviétique qu'elle pouvait considérer la Finlande comme un voisin amical et pacifique qui, en aucune circonstance, ne mettra sa sécurité en danger. »

Violente attaque du P.C. albanais contre M. Khrouchtchev

TIRANA. — « Khrouchtchev et son groupe assument une grave responsabilité envers l'Histoire, le peuple soviétique, le mouvement communiste international et tous les peuples du monde en lutte pour la paix, la démocratie et le socialisme. » C'est en ces termes que « Zeri I Popullit », organe du P.C. albanais, a attaqué hier matin M. Khrouchtchev.

« Khrouchtchev, en niant et déformant de façon criminelle le rôle historique de Staline dans la lutte du parti et du peuple soviétiques pour la cause de Lénine, brandit le drapeau de l'antistalinisme, drapeau en lambeaux et discrédité des ennemis implacables du marxisme-léninisme. De même tous les révisionnistes et opportunistes du monde, tous les ennemis du marxisme-léninisme, de Tito à Spaak, se servent eux aussi du drapeau de l'antistalinisme dans leur lutte enragée contre le socialisme, l'unité du camp socialiste et du mouvement communiste international. »

L'AFFAIRE CONGOLAIS

LES SOLDATS DE MOB ONT PÉNÉTRÉ AU KATA

« Une offensive générale pour mettre fin à la sécession tanga est actuellement en cours », a annoncé hier le généra commandant en chef de l'armée nationale congolaise. « L'o taque, a ajouté le général, a été donné jeudi dernier à la s provocations de la gendarmerie katangaise » et a été app le gouvernement et le Parlement congolais. »

Le général Mobutu, qui vient de rentrer de la frontière katangaise, a donné à la presse des précisions sur les opérations entreprises :

« Dès la semaine dernière, a déclaré le commandant en chef, nos troupes ont été harcelées au mortier par les gendarmes katangais et jeudi dernier, quand je suis arrivé dans le Sud-Kasaï, nos positions ont été attaquées par l'aviation katangaise. C'est alors que j'ai ordonné l'offensive générale. »

Les troupes congolaises ont, selon le général Mobutu, pénétré d'une cinquantaine de kilomètres à l'intérieur du territoire katangais en direction de Kaniemia au nord-ouest de Kamina.

Soulignant qu'elles poursuivaient leur avance, le général a ajouté que « soixante-douze drapeaux congolais flottent maintenant sur des villages, chefferies et missions religieuses du Nord-Katanga. »

« La gendarmerie katangaise, a-t-il poursuivi, n'offre qu'une assez faible résistance ». Des armes et du matériel ont été récupérés et un avion katangais abattu. L'équipage de l'appareil composé de cinq « mercenaires » qui ne portaient aucune pièce d'identité, aurait été tué par des soldats congolais.

La population du Nord-Katanga a chaleureusement accueilli les troupes congolaises.

Une autre offensive, dirigée par le général Lundula, serait en cours : celle des forces de la province orientale (fief de Lumumba) qui traverserait la province de Kivu en direction de la frontière katangaise.

Un commandant belge à la tête de l'aviation katangaise

La principale résistance katangaise, selon toutes les informations reçues jusqu'à présent de la région frontière est offerte par les avions que pilotent des mercenaires européens.

Selon le général Mobutu, ces avions ont commencé à mitrailler et à bombarder ses troupes jeudi dernier, faisant deux morts et quinze blessés.

C'est un Belge, le commandant François Delin, qui dirige l'armée de l'air katangaise. C'est lui qui a ordonné mercredi soir la reprise des bombardements contre les troupes congolaises à l'intérieur du territoire katangais.

Tshombé a Genève

Tandis que des combats se déroulent au Nord - Katanga, Tshombé se promène a lac Léman, en compag six enfants ; le clima sain à Genève qu'à ville.

Joignant l'utile à M. Tiroir-Caisse ch bailleurs de fonds. O souvent en compagnie de Ferron, représentat portant groupe financie Tshombé se prépare s à « décrocher » au I Il lui faudrait donc r liens qui l'unissaient sante Union Minière, trouver un autre gro lié aux milieux français

O.N.U.

M. U. Thant désigné aujou pour succé à M. « H

La désignation de U Th birman aux Nations Unies, secrétaire général de l' semble acquise, pourrai dans la journée, lorsque de sécurité aura fait décision officielle.

Il appartiendra alors birman, qui exercera ses titre intérimaire, en atta ration du mandat de M. joald, en 1963, de faire l'Assemblée générale : se concernant notamment le ses adjoints, leur recrut nature de ses rapports a

Ainsi, se trouve prati solu le problème de la s M. « H » à la tête d général de l'O.N.U.

Mercredi, en effet, que les Etats-Unis et le avaient officiellement do cord pour laisser toute tative à U thant. Quan soviétique, son représent rins, affirmait hier, après d'une heure avec M. Tha cord « était proche ».

Embuscad au Sud-Viet

42 paras tu

42 parachutistes tué blessés, tel serait le b soire de l'embuscade t crédi, par de forts élé cong au premier batai rachutistes vietnamie trouvait en opération « zone D », à une c kilomètres au nord de

Une opération de « a aussitôt été lancée les unités encerclées, ravitaillées par paraci

La région où l'embu produite se trouve situ ques dizaines de kilom frontière cambodgienn

Evoquant la situatio Vietnam, M. Edward ministre adjoint des Affa gères britannique, a d aux Communes : « passe, est extrêmemer Mais M. Heath rejet ponsabilité des incl l'Union Soviétique, p préfère ignorer qu'en le ment Diem, partout il ne peut se maintenir que par la force. Les entre les paras et le de Diem, d'une part, e quisards » vietcong, q le peuple avec eux. que se multiplier dan

Premier acc entre la Syrie et l

LE CAIRE, 2 novembr accord a été conclu au tous les points, permett à un règlement entre la R.A.U. (République arat a annoncé aujourd'hui jeu Khaled Hassouna, secrét de la Ligue arabe.

L'exécution de cet acc cisé M. Hassouna, comme retour dans leur pays d pectif des militaires syrie tiens. Le secrétaire génér que arabe a ajouté que contacts seraient pris pou des autres points de l'ac

L'AFFAIRE DE LA COMEDIE-FRANÇAISE OU

Les difficultés du rayonnement par personne interposée

Partira ? Partira pas ? Le Tout-Paris reprend des paris sur l'issue du conflit qui oppose M. Malraux, ministre de la Culture, à M. de Boisanger, administrateur du Théâtre Français.

L'un des premiers actes ministériels de M. Malraux fut, on s'en souvient, d'imposer à la direction de la Comédie-Française ce diplomate très « vieille France » dont il pensait, sans doute, qu'il saurait être, avec la souplesse nécessaire, son représentant auprès des turbulents comédiens du Palais Royal. Dans les faits, il devait en aller tout autrement. L'ancien ambassadeur de France à Prague n'était probablement pas préparé au rôle d'estafette chargé seulement de transmettre les ordres. Très vite, il apparut qu'il se conduisait plus comme l'avocat des comédiens auprès du ministre que comme le porte-parole du ministre auprès des Comédiens.

Ce qui, on s'en doute, ne faisait pas, mais pas du tout, l'affaire du ministre du Rayonnement.

— Que voulez-vous, plaidaient les amis de M. Malraux, il est déjà difficile de rayonner par personne interposée. Mais si, en plus, la dite personne refuse de coopérer, cela devient proprement impossible !

Un troc avantageux

On prit cela pour l'annonce que l'aimable ambassadeur ne ferait pas de vieux os au Palais Royal.

De fait, s'il avait suffi pour cela d'un souhait du ministre, M. de Boisanger se fût aussitôt retrouvé ambassadeur à Tahiti, voire directeur d'un service important au Quai d'Orsay. Bref, tous les espoirs étaient offerts à M. de Boisanger. Son ministre ne demandait pas mieux que de lui faciliter toutes les ascensions, pourvu qu'il voulût bien, du même coup, descendre du fauteuil d'administrateur du « Français ».

Obstiné

Mais allez donc comprendre les hommes ! Ce petit diplomate, qui pouvait obtenir tout ce qu'en d'autres temps il n'eût jamais pu espérer, même en rêve, s'obstinait à ne pas vouloir démissionner. Exhortations, prières, menaces, pressions de tous ordres, M. Claude Bréault de Boisanger n'entendait rien, ne voulait rien savoir et ne démissionnait pas.

M. Malraux, qui en rêvait la nuit, dit-on, rongeait son frein et se mordait les poings d'impuissance, lorsqu'enfin il crut tenir la solution.

Car le petit diplomate ne se contentait pas d'occuper son fauteuil. Administrateur en titre, il voulait aussi administrer !

C'est ainsi que, sous prétexte de rentabilité et de saine gestion, il décidait, fin 1960, de majorer les prix des places du Théâtre Français.

— C'en est trop ! s'écria M. Malraux. Cette décision est en contradiction avec la politique de stabilité des prix que défend le gouvernement !

Et M. Malraux de se frotter les mains en rédigeant le décret qui mettait fin aux fonctions de M. de Boisanger, décret qui fut adopté sans difficulté aucune par le Conseil des ministres. Sur quoi, M. Malraux nomma, sans balancer davantage, M. Maurice Escande comme nouvel administrateur.

Tout était bien qui finissait bien...

On repart à zéro

Et pourtant, non ! Car l'opiniâtre « petit diplomate », cet ingrat, non seulement refusait tous les postes de remplacement qu'on lui offrait, mais encore saisissait le Conseil d'Etat et lui demandait d'annuler la décret mettant fin à ses fonctions.

Ce que fit le Conseil d'Etat. M. Malraux se trouve ainsi avec deux administrateurs : M. de Boisangor, toujours lui ! et M. Escande. En attendant que le Conseil d'Etat déclare illégale la nomination du second. Ce qui ramènera le ministre de la Culture à son problème initial : comment se débarrasser de M. de Boisanger.